

Installations classées pour la Protection de l'Environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 5186/2026/03
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

**mettant en demeure de respect des prescriptions applicables
à la centrale d'enrobage exploitée par la société DUBOS TP
située sur le territoire de la commune d'Arbouet-Sussaute**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 de son livre 1^{er} ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

VU le décret du 05 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le décret du 06 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04/IC/74 du 23 février 2004 autorisant la société DUBOS TP à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune d'Arbouet-Sussaute ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU les éléments d'information, transmis par messagerie électronique, en date du 17 décembre 2025, de la société DURRUTY exploitant au nom de la société SAGRAL une carrière sur le territoire de la commune d'Arbouet, concernant une pollution de fioul provenant de la centrale d'enrobage voisine exploitée par la société DUBOS TP ;

VU la déclaration d'accident de la société DUBOS TP en date du 18 décembre 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite d'inspection réactive du 18 décembre 2025 de la centrale d'enrobage à chaud exploitée par la société DUBOS TP, lieu-dit Astokotxo à Arbouet-Sussaute (64 120), constatant une pollution aux hydrocarbures ;

VU les remarques de l'exploitant, en date du 20 janvier 2026, sur le projet d'arrêté de mise en demeure susvisé ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées le 18 décembre 2025 que l'exploitant n'avait pas respecté l'article 11.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 susvisé consistant à ce que « *tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité globale des réservoirs associés [...]* » ;

CONSIDERANT que ces manquements réglementaires ont amenés les faits suivants :

- le débordement d'une cuve de stockages de fioul d'une capacité de 40 m³ ; la fuite étant estimée à environ 5 000 litres par l'exploitant ;
- la présence d'une coulée de fioul provenant de la cuve de stockage jusqu'au séparateur-décanteur qui a également débordé ;
- la présence de fioul dans le bassin de décantation du site et dans le bassin de confinement de l'entreprise SAGRAL voisine du site exploité par la société DUBOS TP.

CONSIDERANT que l'exploitant, la société DUBOS TP a manqué à ses obligations réglementaires et en respectant pas les prescriptions techniques de l'article 11.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation n°04/IC/74 en date du 23 février 2004 ;

CONSIDÉRANT que ces inobservations sont susceptibles d'entraîner des préjudices pour l'environnement et une situation de dangerosité pour les tiers ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques :

ARRÊTE

Article premier :

La société DUBOS TP, ci-après dénommé exploitant, situé lieu-dit Astokotxo à Arbouet-Sussaute (64 120), est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques notées ci-dessous, dans les délais suivants :

Arrêté Préfectoral n° 04/IC/74 du 23 février 2004	Délais mise en conformité
<p>Article 11.4.1 Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;• <i>dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</i>	1 mois

La présente mise en demeure sera levée lorsque la société DUBOS TP aura mis ses installations en conformité et que cet état de fait aura été constaté par une visite d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 : Information des tiers (art.R.171-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes.

Article 4 : Délais et voies de recours (art. L. 171-11 du Code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 5 : Exécution – ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, monsieur le maire d'Arbouet-Sussaute, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté à la société DUBOS TP.

Pau le **28 JAN. 2026**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET

158 JAN 2000

Samuel GERSSET
Le Secrétaire général,
Pour le Président et par délégation